



Nations Unies  
Commission économique pour l'Afrique  
Bureau pour l'Afrique du Nord

Vingt-neuvième session du Comité  
intergouvernemental d'experts (CIE)

L'industrialisation pour un développement durable et  
inclusif en Afrique du Nord

## BILAN DES ACTIVITÉS DE LA CEA EN AFRIQUE DU NORD (Mars 2013 – Février 2014)



Rabat, Maroc, 4–6 mars 2014

Distr. : GENERALE  
CEA-AN/CIE/XXIX/5  
Mars 2014  
Original : FRANÇAIS

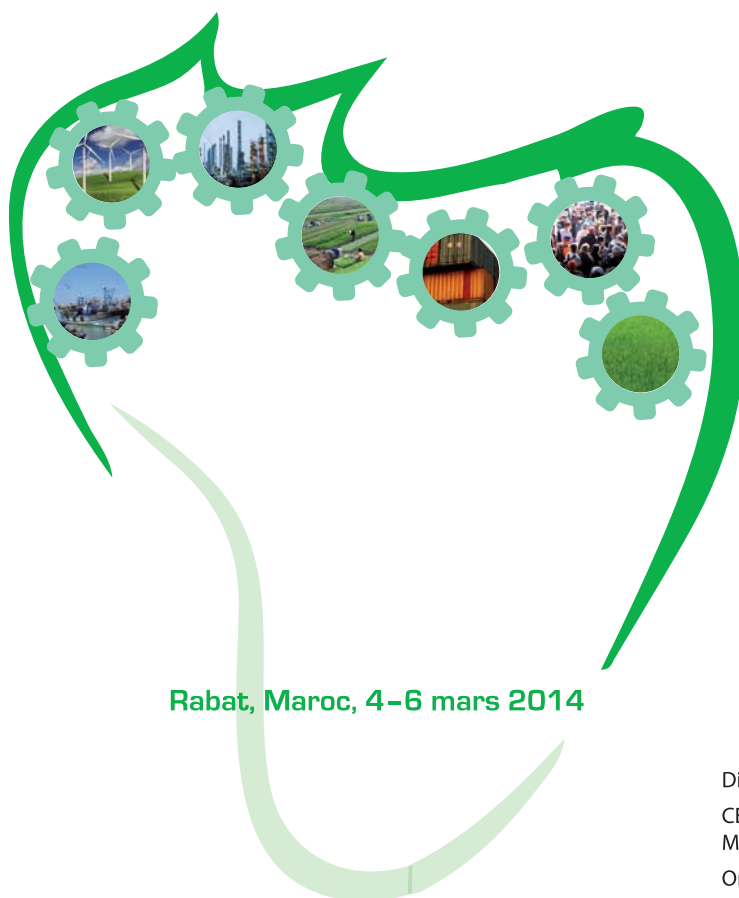


Nations Unies  
Commission économique pour l'Afrique  
Bureau pour l'Afrique du Nord

Vingt-neuvième session du Comité  
intergouvernemental d'experts (CIE)

L'industrialisation pour un développement durable et  
inclusif en Afrique du Nord

## BILAN DES ACTIVITÉS DE LA CEA EN AFRIQUE DU NORD (Mars 2013 – Février 2014)



Rabat, Maroc, 4-6 mars 2014

Distr. : GENERALE  
CEA-AN/CIE/XXIX/5  
Mars 2014  
Original : FRANÇAIS

1

3

3

3

4

5

5

6

9

10

11

13

15

16

17

22

1

3

3

3

4

5

5

6

9

10

11

13

15

16

17

22

## Liste des abréviations

ADEREE	: Agence nationale pour le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique
AFD	: Agence française de développement
BAfD	: Banque africaine de développement
BIAT	: Boosting Intra-African Trade
BID	: Banque Islamique de Développement
BM	: Banque mondiale
CEA	: Commission économique pour l'Afrique
CEDEAO	: Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEE	: Commission économique pour l'Europe
CEMAC	: Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CER	: Communauté économique régionale
CESR	: Communauté Economique Sous-Régionale
CFTA	: Continental Free Trade Area
CIE	: Comité intergouvernemental d'experts
ER	: Energie renouvelable
ESCWA	: Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
IRENA	: International Renewable Energy Agency
LEA	: Ligue des États arabes
LEAD	: Laboratoire d'économie appliquée au développement
MEF	: Maghreb Economic Forum
MYP	: Programme pluriannuel de coopération
NEPAD	: Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
NREA	: New and Renewable Energy Authority
ODD	: Objectifs de développement durable
OMC	: Organisation mondiale du commerce
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le développement
ONU	: Organisation des Nations Unies
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le développement
RCREEE	: Regional Centre for Renewable Energy and Energy Efficiency
SCN 2008	: Système de comptabilité nationale 2008
STEG-ER	: Société Nationale d'Electricité et de Gaz, Energies Renouvelables
UE	: Union européenne
UEMOA	: Union économique et monétaire ouest-africaine
UMA	: Union du Maghreb Arabe
ZLEC	: Zone de libre échange continental

## I. Introduction

Le présent rapport rend compte des activités menées par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) en Afrique du Nord pour la période allant de mars 2013 à février 2014. Ces activités découlent de la mise en œuvre du programme de travail du biennal 2012-2013 dont les résultats majeurs escomptés étaient: (i) le renforcement des capacités des Etats membres, de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) et des autres organisations intergouvernementales pour la formulation et la mise en œuvre de politiques et programmes macroéconomiques et sectoriels harmonisés pour répondre aux priorités de l'Afrique du Nord; (ii) le renforcement des capacités de l'UMA pour la mise en œuvre des programmes pluriannuels, avec de meilleurs partenariats avec les différents acteurs impliqués, dont les organisations intergouvernementales, les agences des Nations Unies, la Banque africaine de développement (BAfD) et le Secrétariat du NEPAD; et (iii) le renforcement des réseaux d'échange d'informations et de partage de connaissance avec les différents acteurs impliqués dans les activités de développement sous-régional, à savoir les gouvernements, le secteur privé, la société civile, l'UMA et les agences du système des Nations Unies.

Les activités mises en œuvre en 2013 et les produits dérivés ont été réalisés en étroite concertation et collaboration avec les Etats membres, les divisions organiques de la CEA, les autres bureaux sous-régionaux et les communautés économiques régionales (CER) dont l'Union du Maghreb Arabe (UMA), le système des Nations Unies et d'autres partenaires.

## II. Les principales réalisations du programme de travail au cours de l'année 2013

Les activités inscrites dans le programme de travail du Bureau ont été réalisées avec pour finalité de produire des résultats dans les axes prioritaires définis par le cadre stratégique 2012-2013. Les recommandations issues des réunions du Comité intergouvernemental d'experts (CIE) ainsi que les contributions des Etats membres, de l'UMA et d'autres partenaires ont également contribué à baliser le cadre d'intervention du Bureau tout au long de la période sous revue.

Ces activités ont été menées en ligne avec nouvelles orientations stratégiques et programmatiques de la CEA, approuvées par la conférence des Ministres de mars 2013.

A fin décembre 2013, l'ensemble des activités inscrites au programme de travail ainsi que des requêtes ad hoc des Etats membres et partenaires ont été réalisées.



## Résultat majeur 1

**Capacités améliorées des Etats membres, de l'UMA et d'autres organisations intergouvernementales pour la formulation et la mise en œuvre harmonisée des politiques et programmes macroéconomiques et sectorielles afin de prendre en compte les principales priorités en matière d'intégration sous-régionale en Afrique du Nord.**

A travers ses activités, le Bureau a contribué à l'amélioration des capacités des Etats membres et de l'UMA dans les domaines relatifs au genre et développement rural, le développement des politiques novatrices et intégrées pour la croissance verte et durable, la protection sociale et l'intégration régionale, autant de thématiques importantes pour la sous-région.

### *Développement durable*

Le Bureau, en collaboration avec la Commission économique pour l'Europe (CEE), a organisé une réunion d'experts pour examiner le rapport sur les performances environnementales du Maroc. Ce rapport préparé par un groupe pluridisciplinaire d'experts internationaux, appuyés par les points focaux nationaux désignés par les départements sectoriels concernés par les thèmes prioritaires retenus, fournit une analyse critique des progrès réalisés et des contraintes rencontrées dans l'atteinte des objectifs nationaux et dans la mise en œuvre des engagements internationaux en matière d'environnement. Il présente des recommandations concrètes sur la façon dont les performances pourraient être améliorées dans les domaines et secteurs suivants : les instruments réglementaires pour la protection de l'environnement ; la surveillance, l'information et l'éducation ; les instruments économiques et financiers pour l'environnement ; la coopération internationale ; la protection de l'air ; la gestion de l'eau ; la gestion des déchets ; la biodiversité et les zones protégées ; la santé ; l'industrie ; l'énergie et l'agriculture.

Un projet de recommandations a été adopté à l'issue de la réunion à laquelle ont participé tous les départements techniques concernés, la société civile et le secteur privé ainsi que des observateurs des autres Etats membres et des partenaires au développement. Ces recommandations ont fait l'objet d'une adoption formelle par le Comité des politiques environnementales de la CEE-ONU qui s'est réunit au mois d'octobre 2013 à Genève.

La démarche participative adoptée pour l'élaboration du rapport qui a impliqué tous les points focaux sectoriels nationaux dans la réflexion et la collecte d'information a permis une réelle appropriation nationale qui a fait le succès de cet exercice. Le Ministère de l'environnement envisage de mener des consultations élargies avec les départements concernés et les acteurs clés pour préparer un plan d'action pour la mise en œuvre de ces recommandations, en tenant compte des processus stratégiques en cours (formulation de deux stratégies nationales de protection de l'environnement et de développement durable, Loi cadre relative à la Charte nationale pour l'environnement et le développement durable, taxes environnementales, ..) et des possibilités de mobilisation des ressources nécessaires.





Le rapport final fera l'objet d'une publication conjointe CEE-CEA qui sera officiellement lancée en 2014 et qui constituera un ouvrage de référence important pour les pays de la région Afrique du Nord et du continent.

La CEA envisage de capitaliser les enseignements tirés de cette initiative pour promouvoir l'utilisation de cet outil d'aide à la décision dans les autres pays de l'Afrique du Nord et plus généralement en Afrique.

Dans le domaine des énergies renouvelables (ER), le Bureau a préparé un document cadre de coopération régionale pour le développement des énergies renouvelables en Afrique du Nord. Ce document fournit une vision commune et propose des objectifs stratégiques et des axes prioritaires de coopération pour mieux répondre aux principaux défis que connaît le secteur. Ces axes visent à : (a) Accroître l'investissement en renforçant l'accès aux sources de financement et en facilitant les partenariats multi-acteurs, (b) Accélérer l'émergence d'un marché régional intégré de l'électricité verte et les réformes y afférentes, (c) Promouvoir le développement d'un tissu industriel régional compétitif et, (d) Valoriser le savoir faire existant et développer les compétences régionales, les capacités d'innovation et le transfert technologique.



Le document a été élaboré selon une approche participative qui a permis la contribution d'un grand nombre d'experts de la région réunis lors d'un atelier de travail organisé les 24 et 25 septembre 2013 à Rabat. Il a, en outre, bénéficié dans le cadre d'une revue par les pairs de la contribution des institutions régionales et internationales (UMA, LEA, IRENA, ESCWA, RCREEE) et des institutions nationales (ADEREE, STEG-ER, NREA...). La synergie avec la stratégie arabe des ER (2010-2030) adoptée en janvier 2013 a été assurée et l'UMA s'est engagée à le présenter à ses instances ministérielles pertinentes. Il n'en demeure pas moins que l'appropriation au niveau national du cadre de coopération régionale demeure fondamentale.



8

Concernant le volet genre et dans le cadre de ses nouvelles orientations et de sa stratégie visant à renforcer l'intégration des questions de genre dans ses activités et programmes, surtout au vu du contexte régional et international qui se prépare à la 5<sup>ème</sup> Conférence internationale sur les femmes « Beijing +20 », le Bureau a organisé une réunion d'experts sur le thème « Améliorer l'accès au financement pour renforcer l'autonomisation économique des femmes rurales en Afrique du Nord ». Celle-ci a fait suite au Colloque que le Bureau a tenu à Marrakech en 2010 sur « l'Apport des femmes entrepreneurs au développement économique des pays de l'Union du Maghreb Arabe », qui avait appelé dans ses recommandations à mettre en œuvre des politiques et des programmes de promotion des petites et moyennes entreprises, tout en accordant une attention particulière à la femme rurale. La réunion d'experts s'est tenue aussi dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations de la 56<sup>ème</sup> session de la Commission de la condition de la femme (CSW 56) de Mars 2102 sur : « l'autonomisation des femmes rurales et leur rôle dans l'élimination de la pauvreté et de la faim, le développement et le règlement des problèmes actuels », appelant à investir davantage dans les femmes et les filles rurales en répondant mieux à leurs besoins.

En prévision de cette réunion, le Bureau a produit une étude sur l'accès des femmes rurales au financement basée sur quatre études pays : l'Algérie, l'Egypte, le Maroc et la Tunisie. L'étude a servi comme document de travail aux travaux de la réunion et a fait l'état des lieux concernant cette problématique, en identifiant les discriminations auxquelles les femmes font face dans ce domaine, et en analysant les bonnes pratiques identifiées et les perspectives d'adéquation des stratégies destinées à renforcer l'accès des femmes rurales au financement pour une autonomisation effective et durable.

La réunion a regroupé un grand nombre d'experts régionaux et internationaux. Elle a été une plateforme d'échange et de discussion entre les différents acteurs de développement présents autour de la problématique de l'autonomisation économique des femmes rurales à travers l'accès au financement. Elle a ainsi permis d'établir un dialogue riche et franc entre les décideurs politiques, les prestataires et les bénéficiaires afin d'identifier les défis spécifiques majeurs que les femmes rurales d'Afrique du Nord rencontrent pour accéder aux ressources financières. Ont été ainsi discutées les lacunes



persistantes et les mesures à prendre, en vue d'améliorer les politiques et cadres existants et accroître les opportunités mises à la disposition des femmes rurales dans ce domaine. La réunion d'experts a permis également de partager quelques bonnes pratiques nationales, régionales et internationales et de discuter les conditions objectives pour les reproduire dans les pays de la sous-région en cas de besoin et les étendre à différentes catégories de femmes travaillant et produisant en milieu rural.

Les recommandations issues des travaux de la réunion d'experts ont été regroupées sous neuf thèmes majeurs dont la pertinence par rapport à la thématique centrale a fait l'unanimité. Parmi ces thèmes: la protection et la promotion des droits économiques et sociaux des femmes rurales ; l'intégration effective de l'approche genre dans les politiques et stratégies nationales pour le développement rural et la lutte contre la pauvreté ; le renforcement de l'accès des femmes rurales au financement comme ressource productive ; la promotion du secteur de la statistique sensible au genre ; l'éducation, la formation et l'information des filles et des femmes rurales ; le renforcement du leadership féminin ; le renforcement de la recherche sur la problématique de l'autonomisation des femmes rurales.

### *L'Afrique du Nord en 2063*

Dans le cadre de l'après OMD et de sa vision à long terme pour l'Afrique, le Bureau a organisé un débat autour du thème: « *l'Agenda 2063 : Quelle Afrique du Nord dans un demi siècle?* » sous le haut patronage du Secrétaire Général Adjoint des Nations Unies et Secrétaire Exécutif de la CEA, M. Carlos Lopes. Cette rencontre a eu lieu dans le cadre de la célébration du 50ème anniversaire de la création du Bureau régional pour l'Afrique du Nord.

D'éminents panelistes y ont fait des présentations sur des thèmes sélectionnés au vu de leur importance stratégique dans le devenir de la sous-région, il s'agit entre autres de : i) Quelle vision pour l'Afrique du Nord à l'horizon 2063 ? ii) La géostratégie de l'Afrique du Nord en 2063, iii) Les enjeux énergétiques sur le long terme en Afrique du Nord, iv) Quels sont les enjeux démographiques dans 50 ans ? v) Quelles villes et sociétés pour l'Afrique du Nord à l'horizon 2063 ?

Ce débat a donné à la CEA la possibilité de partager sa vision sur ces enjeux, les perspectives de développement à long terme de l'Afrique dans son ensemble et de la région en particulier. Elle a été l'occasion pour son Secrétaire Exécutif, de présenter les thématiques principales et les conclusions majeures du Rapport économique sur l'Afrique 2013 intitulé « *Tirer le plus grand profit des produits de base africains: l'industrialisation, au service de la croissance, de l'emploi et de la transformation économique* », rapport qui souligne qu'une industrialisation massive en Afrique, s'appuyant sur les produits de base est impérative, possible et bénéfique.

En effet, les tendances lourdes de la dernière décennie indiquent clairement que l'Afrique est en train de changer: « changement de perception sur la place du continent, changement de conception sur le rôle et le pouvoir des citoyens en général et des jeunes en particulier, changement en matière d'urbanisation, changement de rythme de croissance, etc. ».



Transformer structurellement l'Afrique aujourd'hui c'est d'abord, tirer un meilleur parti des produits de base en faisant d'eux les fers de lance de l'industrialisation du Continent. Ceci exige des cadres appropriés de planification du développement et des politiques industrielles efficaces qui reposent sur des données fiables et prennent en compte les déterminants de l'étendue et de la profondeur des liens entre secteurs d'activités, de même que les facteurs structurels propres aux pays qui sous-tendent ces liens. Un retour sur les bases statistiques du Continent est donc impératif en même temps qu'une profonde refonte de la nature des relations de l'Afrique avec la communauté internationale.

Pour l'efficacité de ce processus de transformation, il a été souligné que pour l'Afrique du Nord, la vision 2063 devra intégrer l'importance et la nécessaire réappropriation de la géostratégie. Sur le court et moyen terme, les Etats devront concilier les revendications identitaires avec les exigences de la modernité, réduire le déficit de bonne gouvernance et contenir la conflictualité naissante dans l'espace sahélo-saharien.

Sur le long terme, il leur faudra relever les défis (i) de la construction de l'Etat autour de projets de société consensuels, (ii) du pilotage des transitions politiques vers une maturation des institutions, et (iii) d'une plus grande implication de la région dans la gouvernance des relations internationales, au regard de son identité plurielle –africaine, arabo-musulmane et méditerranéenne. Le projet maghrébin d'intégration devra prendre forme, et devenir le cadre stratégique du positionnement de l'Afrique du Nord dans la configuration des groupements économiques en construction.

Ce diner-débat a connu la participation de hautes personnalités de la sous région et du reste du continent, tant au niveau des institutions publiques que des milieux académiques (enseignants, chercheurs et étudiants) et des affaires, des représentants du Système des Nations Unies, de la société civile, de représentant de jeunes, ainsi que des représentants des médias nationaux et régionaux.

### *Capacités renforcées*

Au cours de l'année 2013, le Bureau a continué à fournir du soutien technique à ses pays membres à travers des missions directes de conseil technique, mais également à travers son travail avec les autres équipes des Nations Unies dans les pays au sein des sept Etats membres. Ainsi, le Bureau a fourni une assistance technique à la Mauritanie pour préparer une stratégie nationale des énergies renouvelables. Cette assistance a permis d'orienter les travaux de formulation de la stratégie nationale pour prendre en compte tous les enjeux économiques et sociaux du pays et partager les expériences des autres pays de l'Afrique du Nord. Au Maroc, le Bureau assure le suivi de la préparation du rapport du Maroc sur la croissance inclusive verte

Les rapports statutaires, ainsi que d'autres documents d'appui et les événements proposés et organisés pendant la réunion du CIE ont contribué à la sensibilisation sur l'état du développement économique et social dans la sous-région, et ont traité les principaux défis de développement auxquels l'Afrique du Nord fait face.

Comme le prouve le processus d'évaluation qui est régulièrement entrepris par le Bureau, les participants aux différentes réunions ont exprimé leur satisfaction de l'organisation, la pertinence et les résultats des réunions/activités organisées par le Bureau. Ils ont également déclaré que les réunions ont apporté des réponses aux nombreuses questions soulevées par les parties impliquées, et ont aidé à la réalisation du consensus sur les stratégies et politiques à mettre en œuvre.

Les réponses aux questionnaires d'évaluation ont montré que toutes les activités évaluées ont été très satisfaisantes et très appréciées : 95% des participants du dernier CIE ont été satisfaits par le travail du Bureau en termes de renforcement des capacités. Plusieurs lettres d'appréciation ont été envoyées par différentes parties prenantes et partenaires en signe de reconnaissance du travail du Bureau et de son personnel.

### **Renforcement des capacités de l'UMA pour la mise en œuvre des programmes pluriannuels à travers le partenariat avec les parties prenantes clés y compris d'autres organisations intergouvernementales, les agences des Nations Unies, la BID, la BAD et le Secrétariat du NEPAD**

Le partenariat avec l'UMA s'est amélioré de façon significative, ainsi que le partenariat entre l'UMA et les autres institutions régionales. Sur la période 2010-2012, la coopération entre les deux institutions a enregistré d'importantes réalisations, en termes de formulation de politiques sous-régionales, dans les axes stratégiques que sont la sécurité alimentaire, le développement des énergies renouvelables, la participation des jeunes au développement, le commerce, les TIC et la cyber-sécurité.

#### *Partenariat renforcé*

En 2013, le Secrétariat Général de l'UMA et le Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA, se sont réunis aux fins (i) d'évaluer les résultats de leur programme pluriannuel de coopération et (ii) d'identifier les priorités à moyen terme de l'agenda sous régional, dans le double contexte de la réorientation de l'action de la CEA et des mutations politiques intervenues en Afrique du Nord.

A cette fin, les initiatives et programmes d'appui à l'UMA et à ses pays membres ont été évalués et adaptés au nouvel environnement socioéconomique de la sous-région.

Pour la période 2013-2015, les deux institutions se sont accordées sur l'impératif pour les acteurs et partenaires de centrer les initiatives sous-régionales sur quelques thématiques majeures, en relation plus directe avec les défis actuels. Les actions à court et moyen terme devront en particulier permettre d'apporter des réponses plus efficaces aux défis d'une meilleure croissance et de l'emploi des jeunes, compte tenu de leur corrélation avec les questions migratoires et les risques sécuritaires, de l'élargissement des marchés nationaux avec une plus grande mobilité des facteurs en Afrique du Nord, du développement des infrastructures régionales, de l'insécurité alimentaire et de la lutte contre la désertification, du renforcement des capacités de l'UMA pour la mise en œuvre de ses politiques sectorielles.

En outre, une réunion d'experts des deux institutions pour l'évaluation de la Convention de Sécurité Sociale de l'UMA et la politique de la migration s'est tenue en novembre 2013 à Rabat, en vue de réfléchir et de faire des recommandations pour la mise à jour de ladite convention. Il a été question de se pencher sur la politique de la migration des pays de la région, sur la base d'une étude réalisée par la CEA en collaboration avec l'Organisation Internationale pour la Migration (OIM), sur la prise en compte de la problématique de la migration dans les politiques et stratégies de développement.

Cet atelier régional s'inscrit dans la continuité de l'action menée par le Bureau, dans sa mission d'appui à l'UMA pour le renforcement du processus d'intégration au Maghreb.

En effet, après la réunion sur «la mobilité du capital au Maghreb», organisée à Casablanca, en janvier 2008, et celle sur la « mobilité des travailleurs dans l'espace maghrébin » organisée à Rabat (Maroc) en septembre 2011, cette réunion d'experts a permis de prolonger et d'approfondir la réflexion sur les mobilités dans l'espace maghrébin dans leur multiples dimensions socio-économiques et juridiques.

## Intégration régionale outillée

Dans la perspective d'une accélération du processus d'intégration en Afrique du Nord, le Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA et le Secrétariat général de l'UMA avaient convenu en décembre 2012 d'inclure dans leur programme pluriannuel de coopération (MYP) un projet de renforcement des capacités de l'UMA. L'une des composantes de ce projet est la réalisation d'une étude de faisabilité d'un mécanisme de financement autonome de l'UMA. Le projet vise à doter les institutions de l'UMA des instruments nécessaires à l'exercice efficient de leur mission d'animation du processus d'intégration. Une étude de faisabilité a été réalisée à cette fin par la CEA-AN, aux fins d'une mobilisation de ressources financières à la dimension des objectifs. L'étude a proposé, sur la base des expériences des autres CER et des spécificités de la sous-région Afrique du Nord, un nouveau système permettant une couverture optimale des besoins financiers actuels et futurs de l'UMA (fonctionnement du Secrétariat général; études et analyses substantives, projets et programmes intégrateurs, contreparties régionales aux actions financées par les partenaires, fonds structurel ou d'ajustement du marché régional...).



12

Elle a notamment défini

- les objectifs spécifiques à atteindre ;
- les principes directeurs et les critères de performances d'un mécanisme de financement autonome;
- les options envisageables pour l'UMA, à la lumière des expériences d'autres CER ;
- les paramètres juridiques et fiscaux d'un prélèvement affecté à l'UMA;
- le mode opératoire et la gestion du mécanisme ;
- une méthodologie pour la négociation, l'adoption et la mise en œuvre du prélèvement.

Une première réunion conjointe de travail a été organisée en décembre 2013 sur le sujet. L'objectif était de présenter au Secrétariat général de l'UMA le rapport de l'étude élaborée par la CEA.

La réunion a permis d'échanger avec le Secrétariat général de l'UMA sur les paramètres juridiques et fiscaux du mécanisme proposé et la méthodologie à suivre pour son adoption. Au terme des débats, le Secrétariat général de l'UMA a requis un accompagnement de la CEA dans le processus d'appropriation et de négociation du nouvel instrument.

#### **Réseau d'information et de connaissance renforcé avec l'implication des parties prenantes clés aux activités de développement sous-régional y compris les Gouvernements, le secteur privé, la société civile l'UMA et les agences des Nations Unies**

##### *Réseaux renforcés*

Dans le cadre de la septième édition du colloque international sur la méditerranée organisée en novembre 2013 à Rabat sous le thème: «*Développement et Transformations structurelles et institutionnelles des économies nord africaines et méditerranéennes*», les économistes nord africains ont analysé les transformations structurelles et institutionnelles nécessaires au développement des économies de la région.

Le colloque est une initiative conjointe de la CEA, du Centre Africain de Politique Commerciale et de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). L'Edition de l'année 2013 était le fruit de la coopération entre ces institutions, la Chaire de l'OMC - Université Mohammed V-Souissi (Rabat) et le Laboratoire d'économie appliquée au développement (LEAD) de l'Université de Toulon.

L'édition 2013 du colloque avait pour objectifs de: i) favoriser l'interaction et l'échange entre les chercheurs africains et du pourtour méditerranéen sur la diversification des économies et de la transformation structurelle et institutionnelle comme leviers de développement durable ; ii) confronter les résultats des études théoriques et empiriques sur l'évolution économique récente des pays de la rive Sud de la Méditerranée et sur l'expérience d'autres régions en matière d'émergence et développement ; iii) analyser le rôle de l'intégration régionale et des chaînes de valeur régionales dans le processus de transformation et de diversification des économies ; et iv) explorer les potentialités de la coopération multilatérale en matière d'accompagnement du processus de transformation et de diversification des économies méditerranéennes.

Près de cinquante communications de chercheurs et praticiens du développement ont été présentées pendant le colloque. En complément, une journée a été dédiée à une rencontre des jeunes chercheurs avec les acteurs plus expérimentés dans le cadre d'une école doctorale. Les éditions précédentes du colloque ont permis d'éditer plusieurs livres et numéros spéciaux dans des revues scientifiques.

##### *Société civile impliquée*

Dans la perspective d'une plus large implication des acteurs non-étatiques dans le processus d'intégration régionale, le Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA et le Maghreb Economic Forum ont organisé en octobre 2013 à Rabat (Maroc) une deuxième table ronde sur le rôle des acteurs privés en matière d'intégration financière et développement de coopérations fonctionnelles. Cette initiative découle du constat qu'en dépit de l'objectif de « libre circulation des capitaux » stipulé par le traité constitutif de l'UMA, le développement d'un marché financier régional, notamment par des cotations et des prises de participation croisées, reste handicapé par de nombreux obstacles institutionnels et structurels.

Aux difficultés liées à la lenteur du processus d'intégration dans son ensemble, se greffent des contraintes spécifiques au secteur financier qui freinent la mobilité des capitaux et des investissements entre pays maghrébins. On en notera en particulier les réglementations nationales en matière de change, la diversité des profils bancaires des Etats, l'existence de traitements différenciés entre investisseurs, ou encore le niveau élevé des coûts transfrontaliers des transactions.



La table ronde, qui était une réflexion de haut niveau, a réuni des dirigeants et professionnels de la banque et de la bourse, des investisseurs et des universitaires/chercheurs. Les analyses, débats et échanges de vue ont permis d'identifier des pistes d'action concrète, dont la mise en place d'un fonds maghrébin d'investissement par les opérateurs économiques, la création d'une plate-forme d'échanges sur et entre les acteurs privés, et l'institution par l'Union Maghrébine des Banques et l'Union Maghrébine des Employeurs d'un lobbying d'influence dont les objectifs spécifiques viseraient principalement une ouverture ciblée du Compte Capital des Etats, la mise à niveau des systèmes financiers nationaux avec les standards internationaux et un fast-track administratif sur les transactions transfrontalières.

### III. Initiatives spéciales et interactions avec les divisions du siège et les autres partenaires

#### *Appui à l'UMA et aux Etats membres pour la mise en œuvre de l'Initiative BIAT/CFTA*

Dans le cadre de la poursuite des objectifs du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine, les pays africains se sont engagés en janvier 2012 à créer une zone de libre-échange continentale (ZLEC) en se fixant pour date indicative 2017, et ont adopté un Plan d'action pour le renforcement des échanges intra-africains. Cette décision vise à renforcer l'intégration des marchés africains et à permettre à l'Afrique de se servir plus efficacement du commerce comme moteur de développement socioéconomique rapide et durable.

Un comité de haut niveau du commerce africain a été mis en place dans le cadre de la structure de gouvernance du projet de ZLEC. Il a pour mandat de faciliter la mise en œuvre des initiatives de la ZLEC et le renforcement des échanges intra-africains, l'objectif général étant la stimulation du commerce -BIAT et l'accélération de l'intégration des marchés africains. Un plan d'action décliné en sept groupes d'actions prioritaires a été élaboré à cette fin ainsi qu'un document-cadre de stratégie d'exécution, de concert avec les CER et les partenaires au développement.

Suite à l'adoption du Plan et du cadre stratégique, les CER ont demandé l'assistance technique de la CEA pour établir les structures et les mécanismes d'opérationnalisation de l'initiative BIAT / CFTA et développer leurs stratégie et plans d'action régionaux pour stimuler le commerce intra-africain. En réponse à ces demandes, des personnes ressources ont été déployées, avec l'appui financier du PNUD, aux secrétariats des CER, depuis octobre 2013 pour l'UMA. Pour l'Afrique du Nord, l'objectif principal du programme d'assistance est d'accompagner les efforts de l'UMA en vue d'accroître le commerce intra-régional et intra-africain.

Les objectifs spécifiques du programme se recoupent avec les axes prioritaires de relance du schéma d'intégration de l'UMA, en particulier ceux relatifs à l'accroissement des échanges intra-Afrique du Nord et au développement du commerce avec d'autres CER/CESR, UEMOA, CEMAC et CEDEAO notamment. L'appui à la mise en place d'une zone de libre-échange UMA avant 2017, la définition d'une approche sous-régionale de négociation de la CFTA, ainsi que la mise en œuvre des composantes 'facilitation des échanges', 'information commerciale', 'financement du commerce extérieur' et 'intégration des marchés des facteurs' constitueront des apports stratégiques dans le processus d'édification d'un marché régional en Afrique du Nord.

#### *Prise en compte de la dimension régionale dans les politiques nationales*

Suite au rôle joué par le Bureau en 2012 dans la préparation des Etats membres, et de l'UMA à la conférence Rio+20, qui a permis : (i) la rédaction d'un rapport régional sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre du développement durable, (ii) l'organisation de réunions consultatives et de groupes d'experts afin d'identifier les questions prioritaires et les attentes de l'Afrique du Nord ; l'année 2013



a été consacrée aux travaux de suivi de ladite conférence. C'est ainsi que, en collaboration avec le siège qui a piloté le processus africain de consultation sur les objectifs de développement durable (ODD), le Bureau a préparé un rapport sous régional sur les objectifs de développement durable pour l'Afrique du Nord. Dans ce cadre, les priorités définies pour la période 2015-2035 ont été identifiées à partir de l'analyse des défis économiques, sociaux et environnementaux majeurs et déclinées en 4 objectifs globaux, 36 cibles et 54 indicateurs. Ces objectifs qui tiennent compte des résultats des consultations nationales menées par certains pays dans le cadre du programme de développement post 2015 visent à :

- Réduire la pauvreté et l'exclusion sociale des populations vulnérables ;
- Opérer une transformation structurelle de l'économie et favoriser une croissance verte et inclusive ;
- Assurer l'accès universel aux services de base ;
- Construire une paix durable sur une base transparente.

Le rapport met également l'accent sur des thématiques majeures qui n'étaient pas prises en compte par les OMD mais qui sont déterminantes pour la réalisation du développement durable. Il s'agit de la gouvernance, la lutte contre la corruption, les changements climatiques, la croissance verte, l'emploi ou encore la réduction des disparités régionales.

Le rapport a été présenté aux Etats membres lors de la réunion régionale africaine de consultation sur les objectifs de développement durable (Addis Abeba, novembre 2013) organisé par la CEA qui a donné lieu à l'adoption par les Ministres d'un Document final. Les travaux sur la position africaine sur les ODD vont se poursuivre en 2014, en consultation avec les membres africains du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable et le Comité de chefs d'Etat et de gouvernement africains sur le programme de développement pour l'après-2015.

Le Bureau a réalisé en collaboration avec le PNUD et IRENA une mission d'appui technique au Ministère du Pétrole, de l'énergie et des mines de la Mauritanie, dans le cadre de la préparation de la stratégie nationale de développement des énergies renouvelables (2013-2020). La mission avait pour objectifs d'assister le Ministère dans :

- (a) le recadrage des termes de référence des consultants recrutés par le PNUD pour tenir compte des enjeux et des opportunités liés au contexte actuel de développement du pays et des chantiers d'investissements en cours, ainsi que la préparation d'une Loi d'orientation ;
- (b) la préparation d'une feuille de route pour le déroulement du processus participatif de préparation de la stratégie nationale ;
- (c) la sensibilisation et le dialogue avec les principaux acteurs institutionnels du secteur énergétique afin d'analyser les rôles et responsabilités de chacun dans le développement des énergies renouvelables et partager les expériences des pays de l'Afrique du Nord ;
- (d) la mobilisation des partenaires techniques et financiers (AFD, BM, UE) pour appuyer les efforts du Gouvernement.

Les consultants ont élaboré un rapport préliminaire (état des lieux) et l'ébauche de la stratégie est en cours.

#### IV. Etat de la mise en œuvre des recommandations du XXVIII CIE

La mise en œuvre des recommandations du XXVIIIème CIE adressées à la CEA fait partie intégrante de notre programme de travail 2013. Plusieurs de ces recommandations ont été adressées dans la partie II du présent rapport. Cependant, et pour se conformer à la demande expresse des Etats membres, nous revenons ci-dessous, sur quelques réalisations phares:

1. Assister les pays membres et le Secrétariat général de l'UMA à renforcer et développer leur appareil statistique.

Le Bureau et le Centre africain de statistique de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique ont organisé du 21 au 23 janvier 2014 à Nouakchott, Mauritanie, un atelier de formation sur la mise en œuvre du SCN 2008 à l'intention des chefs, directeurs et responsables chargés de la comptabilité nationale, au niveau des bureaux nationaux de statistique, des ministères des finances, de la planification et de l'économie, des banques centrales des pays africains francophones.

La mise en œuvre du Système de Comptabilité Nationale (SCN) 2008 est une initiative internationale qui ouvre la voie vers l'amélioration de la qualité, la disponibilité, la cohérence et l'harmonisation des statistiques économiques et des comptabilités nationales. C'est dans ce contexte que la CEA a développé un projet sur le SCN 2008 afin de renforcer la capacité des Etats membres et de les assister pour une meilleure prise en compte des normes statistiques et les recommandations internationales.

2. Accompagner les pays membres dans la définition des priorités pour l'agenda de développement post 2015.

16

Le Bureau a piloté la préparation du rapport sous régional sur les principales priorités et les objectifs de développement durable pour l'Afrique du Nord.

Les priorités définies pour la période 2015-2035 ont été identifiées à partir de l'analyse des défis économiques, sociaux et environnementaux majeurs, et déclinées en 4 objectifs globaux, 36 cibles et 54 indicateurs. Ces objectifs, qui tiennent compte des résultats des consultations nationales menées par certains pays dans le cadre du programme de développement post 2015 visent à : i) réduire la pauvreté et l'exclusion sociale des populations vulnérables ; ii) opérer une transformation structurelle de l'économie et favoriser une croissance verte et inclusive ; iii) assurer l'accès universel aux services de base ; et iv) construire une paix durable sur une base transparente.

Le rapport met également l'accent sur des thématiques majeures qui n'étaient pas prises en compte par les OMD mais qui sont déterminantes pour la réalisation du développement durable. Il s'agit de la gouvernance, la lutte contre la corruption, les changements climatiques, l'économie verte, l'emploi ou encore la réduction des disparités régionales.

3. Poursuivre la mise en œuvre du Programme pluriannuel de coopération avec l'UMA et les initiatives prises en ce sens en vue de faciliter le commerce.

Pour répondre à cette demande, le Bureau et le Maghreb Economic Forum (MEF) ont organisé une table ronde sur le thème '*Intégration financière et coopérations fonctionnelles en Afrique du Nord : le rôle des acteurs privés*'.

Cette table ronde se situait également dans la continuité des initiatives déjà prises par la CEA-AN en appui aux efforts de l'UMA en matière de coopération financière, notamment avec les études réalisées en 2008 et en 2012, respectivement sur « *La mobilité des capitaux en Afrique du Nord* » et « *Intégration financière et gouvernance régionale en Afrique du Nord* ». Ces études avaient recommandé entre

autres une stratégie de dynamisation des places boursières et des systèmes bancaires de la région, une intégration financière par les banques pour contourner les contraintes politiques, l'adoption de politiques et instruments qui favorisent les investissements transfrontaliers ou encore un programme de concertation avec les différents acteurs concernés par la libéralisation des flux de capitaux intra-régionaux.

4. Appuyer l'UMA pour la relance de l'intégration régionale et pour la réalisation effective de la zone de libre échange.

Des personnes ressources ont été déployées, avec l'appui financier du PNUD, au Secrétariat général de l'UMA depuis octobre 2013 afin d'assister et d'accompagner les efforts de l'UMA en vue d'accroître le commerce intra-régional et intra-africain.

Les objectifs spécifiques du programme se recoupent avec les axes prioritaires de relance du schéma d'intégration de l'UMA, en particulier ceux relatifs à l'accroissement des échanges intra-Afrique du Nord et au développement du commerce avec d'autres CER/CESR, UEMOA, CEMAC et CEDEAO notamment. L'appui à la mise en place d'une zone de libre-échange UMA avant 2017, la définition d'une approche sous-régionale de négociation de la CFTA, ainsi que la mise en œuvre des composantes 'facilitation des échanges', 'information commerciale', 'financement du commerce extérieur' et 'intégration des marchés des facteurs' constitueront des apports stratégiques dans le processus d'édification d'un marché régional en Afrique du Nord.

5. Poursuivre l'organisation de forums permettant les discussions et le partage des connaissances au niveau régional pour accélérer la formulation et la mise en œuvre de politiques de développement durable.

Un débat de haut niveau a été organisé autour du thème: “ *l'Agenda 2063 : Quelle Afrique du Nord dans un demi siècle?* » sous le haut patronage du Secrétaire Général Adjoint des Nations Unies et Secrétaire Exécutif de la CEA. Le débat a donné à la CEA la possibilité de partager sa vision sur ces enjeux, les perspectives de développement à long terme de l'Afrique dans son ensemble et de la sous région en particulier

D'éminents panelistes y ont fait des présentations sur des thèmes sélectionnés au vu de leur importance stratégique dans le devenir de la sous-région : i) Quelle vision pour l'Afrique du Nord à l'horizon 2063 ? ii) La géostratégie de l'Afrique du Nord en 2063, iii) Les enjeux énergétiques sur le long terme en Afrique du Nord, iv) Quels sont les enjeux démographiques dans 50 ans ? v) Quelles villes et sociétés pour l'Afrique du Nord à l'horizon 2063 ?

6. Actualiser les données pays utilisées dans le rapport sur la base des mises à jour fournies par ces derniers.

Le rapport sur les conditions économiques et sociales 2013 de l'Afrique du Nord et tous les documents préparés et publiés par le Bureau sont basés en priorité sur les données fournies par les Etats membres en réponse aux questionnaires envoyés par nos soins aux sept pays de la sous région.

## V. Défis, leçons apprises et perspectives pour 2014

Dotée d'une nouvelle structure dirigeante depuis septembre 2012, la CEA a entrepris un exercice de restructuration interne avec pour objectif de rendre l'organisation mieux équipée afin de se consacrer au service du programme de transformation de l'Afrique. Cet exercice permettra un regain d'intérêt pour la recherche politique et appelle à un rééquipement du personnel de la CEA dans le cadre d'une structure plus ciblée grâce à de nouveaux processus de gestion visant une plus grande efficacité.

### *Sur le renforcement des capacités des Etats Membres et de l'UMA*

Le Bureau a accru ses efforts pour préserver ses relations constructives avec ses partenaires conventionnels, y compris l'UMA et les Etats membres, en développant des relations nouvelles avec d'autres acteurs participant au processus du développement régional. Notre analyse des interactions du Bureau fait ressortir le caractère clé et de plus en plus important de l'implication de ces nouveaux acteurs au processus d'intégration de l'Afrique du Nord, pour une transformation sociale effective et pour la réussite de l'action des Nations Unies de façon plus globale. Une telle implication fait défaut au processus d'intégration régionale et le travail du Bureau au cours de la période examinée n'a pas suffisamment contribué à son amélioration. Le défi à présent est de trouver le meilleur moyen pour améliorer ces implications au cours de 2013 et au-delà.

Aussi, est-il important de signaler la nécessité d'améliorer le processus d'appropriation des recommandations issues des réunions du Bureau par les décideurs des Etats membres pour une mise en œuvre effective.

Il faut cependant noter qu'au cours de la période examinée, le Bureau a reçu plusieurs réactions positives de la part de ses Clients. Ses efforts ont été reconnus et appréciés également par les équipes des Nations Unies dans le pays qui ont souligné la participation dynamique de ses experts aux travaux des Nations Unies ainsi que ses efforts pour s'assurer que la dimension régionale soit constamment présente dans le travail des Nations Unies en Afrique du Nord.

### *Sur les capacités de l'UMA et la mise en œuvre du MYP*

Le Secrétariat de l'UMA manque toujours de capacités en matière de ressources humaines pour faire face à son travail difficile, et a besoin de plus de ressources prévisibles pour accomplir son mandat. Une telle situation explique le besoin accru du Secrétariat général pour plus de soutien de la part de ses partenaires y compris la CEA. L'étude élaborée par la CEA sur la faisabilité d'un mécanisme de financement autonome de l'UMA s'inscrit dans la perspective d'une formulation de réponses durables à ce problème de capacités des institutions de l'UMA. L'atteinte des résultats escomptés sera toutefois tributaire d'une décision de haut niveau de la part des organes statutaires de l'UMA et d'un engagement plus soutenu des Etats.

Les activités menées pendant la période sous examen ont montré que l'intégration régionale reste une priorité pour les Etats membres même si leur engagement à relancer l'UMA ne s'est pas encore traduit en action concrète. Les acteurs non-gouvernementaux aussi bien que les organisations intergouvernementales, les ONG et les institutions techniques peuvent jouer un rôle clé dans la relance de l'intégration régionale, mais également pour la transformation socio-économique de l'Afrique du Nord. Le besoin pour plus de synergie a été confirmé par l'interaction du Bureau avec les parties prenantes pendant les réunions conjointes, et plus particulièrement pendant la table ronde co-organisée avec le Maghreb Economic Forum en octobre 2013.

### *Sur le réseautage avec et au profit des Etats membres*

La collaboration avec les CER nord africaines, particulièrement l'UMA, les ministères de tutelle de tous les pays membres, les institutions officielles du pays siège dont le Haut Commissariat au Plan et ses hauts responsables, les universités, les organisations de la société civile, le secteur privé, et d'autres agences des Nations Unies ainsi que les acteurs de développement, a contribué largement à améliorer la visibilité du Bureau. Un renforcement du partenariat avec le secteur privé et la société civile se dessine pour une plus grande synergie des actions d'appui au processus d'intégration régionale à l'instar de l'organisation conjointe d'une table ronde de haut niveau avec le Maghreb Economic Forum.